

**ADMINISTRATION COMMUNALE DE**  
**SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**  
**PRIMES POUR LA RÉNOVATION DU LOGEMENT SITUÉ SUR LE**  
**TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**  
**RÈGLEMENT COMMUNAL**

**CHAPITRE I**

**Article 1. Définitions et cadre**

**A. Définitions**

Par « Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 », on entend l'« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades » et ses éventuelles modifications ultérieures.

Par « arrêté ministériel du 19 juin 2002 », on entend l'« Arrêté ministériel du 19 juin 2002 relatif aux modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement de façades » et ses éventuelles modifications ultérieures.

Par « Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 », on entend l'« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat » et ses éventuelles modifications ultérieures.

Par « Arrêté ministériel du 21 septembre 2011 », on entend l'« Arrêté ministériel du 21 septembre 2011 déterminant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat ».

Par « Arrêté du Gouvernement du 24 juin 2010 », on entend l'« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2010 fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour les travaux de restauration relatifs au petit patrimoine » et ses éventuelles modifications ultérieures.

Par « Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 », on entend la « Décision du 19 octobre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'approbation du programme d'exécution relatif à l'octroi d'aides financières en matière d'énergie » (pour l'année 2018), ses éventuelles modifications ultérieures et ses équivalents année par année.

Par « Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017 », on entend l'« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 octroyant une subvention de 2.840.385,50 euros à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre du programme pluriannuel 2017-2020 'Politique de la Ville par le développement des quartiers' ».

Par « Agence immobilière sociale », on entend l'association telle que créée par l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 février 1998, modifiée par l'Ordonnance du 8 novembre 2001.

Par « Association de copropriétaires », on entend l'association visée par l'article 577-5 du Code civil, c'est-à-dire la personnalité juridique que peut prendre un ensemble de copropriétaires forcés pour la gestion de l'immeuble.

## **B. Cadre**

Les primes telles que définies dans le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire communal. Toutefois pour les bâtiments qui ne sont pas situés dans la Zone de rénovation Urbaine, la Commune ne sollicitera pas auprès de la Région les fonds régionaux « Politique de la Ville » octroyés en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017.

## **CHAPITRE II**

### **PRIME À L'EMBELLISSEMENT DES FAÇADES**

#### **Article 2. Condition générale**

Une prime communale peut être accordée à tout bénéficiaire d'une prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale, en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002, pour l'embellissement des façades situées sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode.

#### **Article 3. Montant de la prime**

##### **A. Particulier**

Le montant de la prime communale est fixé à **25%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

À ce montant est ajouté un montant forfaitaire unique de **350€**.

Le montant forfaitaire unique de 350€ est porté à **700€** si le demandeur bénéficie de l'octroi d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale tel que déterminé dans l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 et si ses revenus n'excèdent pas le seuil de revenus tel que déterminé en l'Article 9, §1er et §2 de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 .

Qualité du demandeur	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 2 500€ pour les couples de moins de 35 ans et de 2 500€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire jouissant de la pleine propriété	> 40 000€	350€
	≤ 40 000€	700€
Copropriétaire indivis	/	350€

## **B. Agence Immobilière Sociale et Association œuvrant à la rénovation du logement**

Le montant de la prime communale est fixé à **25%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

À ce montant est ajouté un montant forfaitaire unique de **700€** si le demandeur bénéficie de l'octroi d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale tel que déterminé dans l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

## **C. Personne morale de droit privé**

Le montant de la prime communale est fixé à **25%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

À ce montant est ajouté un montant forfaitaire unique de **350€** si le demandeur bénéficie de l'octroi d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale tel que déterminé dans l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

## **D. Association de copropriétaires**

Le montant de la prime communale est fixé à **25%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002.

A ce montant est ajouté un montant forfaitaire unique pour les immeubles pour lesquels la prime est accordée à l'Association des copropriétaires par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002. Ce montant forfaitaire unique est modulé en fonction du nombre de logements :

- **350€** pour les immeubles de 2 ou 3 logements ;
- **700€** pour les immeubles de 4 à 10 logements ;
- **1.400€** pour les immeubles de 11 à 20 logements ;
- **2.100€** pour les immeubles de 21 à 30 logements ;
- **2.800€** pour les immeubles de 31 logements et plus.

Le montant forfaitaire unique est toutefois limité à 2.800€.

## **Article 4. Introduction de la demande**

La demande, adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins, est déposée après travaux auprès du service communal traitant dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002. Le cachet du service communal traitant fait foi. Elle est accompagnée des documents suivants :

- le formulaire de « Demande de liquidation de prime » (cf. Annexe 1) ;
- le devis ;
- toutes les factures ;
- toutes les preuves de paiement : soit facture(s) acquittées(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) ont bien été payées, soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- la lettre de notification définitive d'octroi de prime, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du

Gouvernement du 2 mai 2002;

- l'acte de base de l'immeuble, quand le demandeur est une Association des copropriétaires ;
- le cas échéant, une copie du dernier extrait du moniteur mentionnant que le demandeur est représentant de l'Agence Immobilière Sociale ou de l'Association œuvrant à la rénovation du logement ou de la personne morale de droit privé ou de l'Association des copropriétaires;
- une photo couleur de la façade avant travaux ;
- une photo couleur de la façade après travaux.

À défaut, la demande sera incomplète et, en conséquence, nulle et non avenue.

#### **Article 5. Traitement de la demande**

Le Collège des Bourgmestre et Échevins statue sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet. Cette décision motivée est notifiée et le cas échéant le montant de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception du dossier complet.

À cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à la décision d'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

#### **Article 6. Restriction**

Le montant forfaitaire n'est octroyé qu'une seule fois tous les 20 ans par immeuble.

### **CHAPITRE III**

#### **PRIME À LA RÉNOVATION**

##### **Article 7. Condition générale**

Une prime communale peut être accordée à tout bénéficiaire d'une prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, pour la rénovation de logements situés sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, pour autant que tous les documents complétant la demande après travaux soient introduits au plus tard le 1er octobre 2020.

##### **Article 8. Montant de la prime**

Le montant de la prime communale est fixé à **10%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007.

À ce montant sont ajoutés des montants forfaitaires uniques pour certains travaux, pour autant que ces travaux bénéficient de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 :

- **Toiture : 500€**

Ce montant forfaitaire unique n'est toutefois pas octroyé si la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 pour la « Toiture », tel que défini à l'art. 4 de l' Arrêté ministériel du 21 septembre 2011, ne porte que sur le poste « Accessoires », tel que défini à l'art. 4, § 3 de l'Arrêté ministériel du 21 septembre 2011.

Ce montant forfaitaire unique est porté à **1.000€** si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b).

Ce montant forfaitaire unique est porté à **2.000€** si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2.

Qualité du bénéficiaire	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire occupant	> 67 050,72€	500€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€	1 000€
	≤ 33 525,36€	2 000€
Propriétaire non occupant donnant son bien en location à une Agence Immobilière Sociale	/	2 000€
Agence immobilière sociale	/	2 000€

- **Installation électrique (mise en conformité aux normes existantes de l'installation ou nouvelle installation) : 150€**

Ce montant forfaitaire unique est porté à **300€** si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b).

Ce montant forfaitaire unique est porté à **600€** si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2.

Qualité du bénéficiaire	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire occupant	> 67 050,72€	150€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€	300€
	≤ 33 525,36€	600€
Propriétaire non occupant donnant son bien en location à une Agence Immobilière Sociale	/	600€
Agence immobilière sociale	/	600€

Des montants forfaitaires uniques sont également accordés pour des travaux d'amélioration des performances énergétiques, pour autant que ces travaux bénéficient de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 et pour autant que ces montants forfaitaires uniques ne soient pas accordés dans le cadre de la prime communale énergie (Chapitre V) :

- Isolation de la toiture : 50€

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 250€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b).

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b), le montant de 100€ est porté à **1.100€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 1.000€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2, le montant de 200€ est porté à **1.700€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de

ce montant à hauteur de 1.500€.

Qualité du bénéficiaire	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire occupant	> 67 050,72€	300€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€	1 100€
	≤ 33 525,36€	1 700€
Propriétaire non occupant donnant son bien en location à une Agence Immobilière Sociale	/	1 700€
Agence immobilière sociale	/	1 700€

- Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 50€  
Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **400€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 350€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b).

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b), le montant de 100€ est porté à **1.500€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 1.400€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2, le montant de 200€ est porté à **2.300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.

Qualité du bénéficiaire	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire occupant	> 67 050,72€	400€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€	1 500€
	≤ 33 525,36€	2 300€
Propriétaire non occupant donnant son bien en location à une Agence Immobilière Sociale	/	2 300€
Agence immobilière sociale	/	2 300€

- Placement ou remplacement d'une chaudière : 50€

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **150€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 100€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b).

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, b), soit en son Article 10, §1er, 2°, b), soit en son Article 10, §1er, 3°, b), le montant de 100€ est porté à **500€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 400€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie d'une prime de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit en son Article 10, §1er, 1°, a), soit en son Article 10, §1er, 2°, a), soit en son Article 10, §1er, 3°, a), soit en son Article 10, §2, le montant de 200€ est porté à **800€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 600€.



Qualité du bénéficiaire	Revenus globalement imposables du demandeur, de son conjoint et de toutes les personnes majeures qui figurent sur sa composition de ménage (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)	Montant forfaitaire
Propriétaire occupant	> 67 050,72€	150€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€	500€
	≤ 33 525,36€	800€
Propriétaire non occupant donnant son bien en location à une Agence Immobilière Sociale	/	800€
Agence immobilière sociale	/	800€

Ces montants forfaitaires uniques liés aux travaux d'amélioration des performances énergétiques sont accordés soit dans le cadre de la prime communale à la rénovation (présent Chapitre), soit dans le cadre de la prime communale énergie (Chapitre V).

Tous ces montants forfaitaires sont cumulables entre eux poste par poste.

#### **Article 9. Introduction de la demande**

La demande, adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins, est déposée après travaux auprès du service communal traitant dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007. Le cachet du service communal traitant fait foi. Elle est accompagnée des documents suivants en deux exemplaires :

- le formulaire de « Demande de liquidation de prime » (cf. Annexe 1) ;
- le devis ;
- toutes les factures ;
- toutes les preuves de paiement : soit facture(s) acquittée(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) a (ont) bien été payée(s), soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- la lettre de notification définitive d'octroi de prime, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 ;
- le cas échéant, une copie du dernier extrait du moniteur mentionnant que le demandeur est représentant de l'Agence Immobilière Sociale.

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, en conséquence, nulle et non-avenue.

Si sont cumulativement accordées par la Région de Bruxelles-Capitale à un même bénéficiaire une prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 et une prime en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 pour un même poste de travaux, la demande de prime communale à la

rénovation et la demande de prime communale énergie (Chapitre V) sont introduites simultanément auprès du service communal traitant, dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime régionale la plus tardive, soit celle de la prime octroyée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit celle de la prime octroyée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, partant, nulle et non avenue.

#### **Article 10. Traitement de la demande**

Le Collège des Bourgmestre et Échevins statue sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet. Cette décision est notifiée et le cas échéant le montant de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception du dossier complet.

À cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à la décision d'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

#### **Article 11. Restriction**

Les montants forfaitaires uniques ne sont octroyés qu'une seule fois tous les 20 ans par logement bénéficiant de la prime régionale octroyée en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007.

## **CHAPITRE IV**

### **PRIME À LA RÉNOVATION DU PETIT PATRIMOINE**

#### **Article 12. Condition générale**

Une prime communale peut être accordée à toute personne physique bénéficiant d'une subvention accordée par la Région de Bruxelles-Capitale, en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 24 juin 2010, pour la restauration du petit patrimoine d'un bien situé sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode.

#### **Article 13. Montant de la prime**

Le montant de la prime communale est fixé à **25%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale octroyée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 24 juin 2010.

#### **Article 14. Introduction de la demande**

La demande, adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins, est déposée après travaux auprès du

service communal traitant dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de la subvention de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 24 juin 2010. Le cachet du service communal traitant fait foi. Elle est accompagnée des documents suivants :

- le formulaire de « Demande de liquidation de prime » (cf. Annexe 1) ;
- le devis ;
- toutes les factures des travaux ;
- toutes les preuves de paiement : soit facture(s) acquittée(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) a (ont) bien été payée(s), soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- la lettre de notification définitive d'octroi de la subvention de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 24 juin 2010.

À défaut, la demande sera incomplète et, en conséquence, nulle et non avenue.

#### **Article 15. Traitement de la demande**

Le Collège des Bourgmestre et Échevins statue sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet. Cette décision est notifiée et le cas échéant le montant de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception du dossier complet.

À cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à l'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

## **CHAPITRE V**

### **PRIME ÉNERGIE**

#### **Article 16. Condition générale**

Une prime communale peut être accordée à tout bénéficiaire d'une prime énergie accordée par la Région de Bruxelles-Capitale, en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, pour un logement situé sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, pour autant tous les documents complétant la demande après travaux soient introduits au plus tard le 1er octobre 2020.

## **Article 17. Montant de la prime**

### **A. Particulier, Agence Immobilière Sociale, Société immobilière de Service Public / Fonds du logement, personne morale donnant son bien à une Agence Immobilière Sociale et personne morale (hors Association de copropriétaires)**

Le montant de la prime communale est fixé à **10%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

À ce montant sont ajoutés des montants forfaitaires uniques pour certains travaux, pour autant que ces travaux bénéficient de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, et pour autant que ces montants forfaitaires uniques ne soient pas accordés dans le cadre de la prime communale à la rénovation (Chapitre III) :

- **Isolation de la toiture** : 50€

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 250€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 100€ est porté à **1.100€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.000€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour le

s bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **1.700€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.500€.

Qualité du demandeur	Revenus globalement imposables du demandeur (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)		Montant forfaitaire
	Personne isolée	Couple ou cohabitants	
Personne physique	> 67 050,72€ (catégorie A)	> 67 050,72€ (catégorie A)	300€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€ (catégorie B)	> 48 525,36€ et ≤ 82 050,72€ (catégorie B)	1 100€
	≤ 33 525,36€ (catégorie C)	≤ 48 525,36€ (catégorie C)	1 700€
Agence Immobilière Sociale, Société immobilière de Service Public / Fonds du logement, personne morale donnant son bien à une Agence Immobilière Sociale	/		1 700€
Personne morale	/		300€

- Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 50€  
Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **400€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 350€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 100€ est porté à **1.500€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.400€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **2.300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.

Qualité du demandeur	Revenus globalement imposables du demandeur (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)		Montant forfaitaire
	Personne isolée	Couple ou cohabitants	
Personne physique	> 67 050,72€ (catégorie A)	> 67 050,72€ (catégorie A)	400€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€ (catégorie B)	> 48 525,36€ et ≤ 82 050,72€ (catégorie B)	1 500€
	≤ 33 525,36€ (catégorie C)	≤ 48 525,36€ (catégorie C)	2 300€
Agence Immobilière Sociale, Société immobilière de Service Public / Fonds du logement, personne morale donnant son bien à une Agence Immobilière Sociale	/		2 300€
Personne morale	/		400€

- Placement ou remplacement d'une chaudière : 50€  
Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine, ce montant forfaitaire unique est porté à **150€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 100€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 100€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « revenus moyens (catégorie B) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 100€ est porté à **500€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 400€.

Le montant forfaitaire unique de 50€ est porté à 200€ si le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que le demandeur bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **800€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 600€.

Qualité du demandeur	Revenus globalement imposables du demandeur (montants indexables à augmenter de 5 000€ pour les couples de moins de 35 ans et de 5 000€ par personne à charge)		Montant forfaitaire
	Personne isolée	Couple ou cohabitants	
Personne physique	> 67 050,72€ (catégorie A)	> 67 050,72€ (catégorie A)	150€
	> 33 525,36€ et ≤ 67 050,72€ (catégorie B)	> 48 525,36€ et ≤ 82 050,72€ (catégorie B)	500€
	≤ 33 525,36€ (catégorie C)	≤ 48 525,36€ (catégorie C)	800€
Agence Immobilière Sociale, Société immobilière de Service Public / Fonds du logement, personne morale donnant son bien à une Agence Immobilière Sociale	/		800€
Personne morale	/		150€

Ces montants forfaitaires uniques sont cumulables entre eux poste par poste.

Ces montants forfaitaires uniques sont accordés de manière non cumulative soit dans le cadre de la prime communale à la rénovation (Chapitre III), soit dans le cadre de la prime communale énergie (présent Chapitre).

## B. Association des copropriétaires

Le montant de la prime communale est fixé à **10%** du montant de la prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

À ce montant sont ajoutés des montants forfaitaires uniques pour certains travaux dans les immeubles, pour autant que ces travaux bénéficient de la prime accordée à l'Association des copropriétaires par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017:

- Immeubles à appartements de 10 logements maximum :
  - ✖ Isolation de la toiture : 200€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **1.700€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 1.500€.
  - ✖ Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 200€

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **2.300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.

✖ **Placement ou remplacement d'une chaudière : 200€**

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 200€ est porté à **800€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 600€.

• **Immeubles à appartements de 11 à 20 logements :**

✖ **Isolation de la toiture : 400€**

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 400€ est porté à **1.900€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.500€.

✖ **Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 400€**

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 400€ est porté à **2.500€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.

✖ **Placement ou remplacement d'une chaudière : 400€**

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 400€ est porté à **1.000€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 600€.



- Immeubles à appartements de 21 à 30 logements :
  - ✖ Isolation de la toiture : 600€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 600€ est porté à **2.100€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.500€.
  - ✖ Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 600€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 600€ est porté à **2.700€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.
  - ✖ Placement ou remplacement d'une chaudière : 600€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 600€ est porté à **1.200€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 600€.
- Immeubles à appartements de 31 logements et plus:
  - ✖ Isolation de la toiture : 800€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 800€ est porté à **2.300€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subsidiation partielle de ce montant à hauteur de 1.500€.
  - ✖ Placement de nouveaux châssis avec double ou triple vitrage ou réparation et adaptation de châssis existants avec placement de double ou triple vitrage : 800€  
 Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 800€ est porté à **2.900€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu

de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 2.100€.

✖ **Placement ou remplacement d'une chaudière : 800€**

Pour les bâtiments situés dans la Zone de rénovation Urbaine et pour autant que l'Association des copropriétaires bénéficie de la catégorie « faibles revenus (catégorie C) » au niveau de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, le montant de 800€ est porté à **1.400€** tant que la Commune bénéficie des fonds régionaux « Politique de la Ville », en vertu de l'Arrêté du Gouvernement du 6 juillet 2017, permettant la subside partielle de ce montant à hauteur de 600€.

Ces montants forfaitaires uniques sont cumulables entre eux poste par poste.

Ces montants forfaitaires uniques sont accordés de manière non cumulative soit dans le cadre de la prime communale à la rénovation (Chapitre III), soit dans le cadre de la prime communale énergie (présent Chapitre), en fonction de la première demande introduite :

- si des montants forfaitaires uniques sont accordés à l'Association des copropriétaires dans le cadre de la prime communale énergie, des montants forfaitaires uniques pour les mêmes postes de travaux ne sont pas accordés individuellement au(x) copropriétaire(s) qui bénéficiera(en)t d'une prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 ;
- si des montants forfaitaires uniques sont accordés individuellement au(x) copropriétaire(s) qui bénéficiera(en)t d'une prime accordée par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, des montants forfaitaires uniques pour les mêmes postes de travaux ne sont pas accordés à l'Association des copropriétaires dans le cadre de la prime communale énergie.

Types de travaux	≤ 10 logements	11-20 logements	21-30 logements	> 30 logements
Isolation toiture	1 700€	1 900€	2 100€	2 300€
Châssis	2 300€	2 500€	2 700€	2 900€
Chaudière	800€	1 000€	1 200€	1 400€

### **Article 18. Introduction de la demande**

La demande, adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins, est déposée après travaux auprès du service communal traitant dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification d'octroi de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017. Le cachet du service communal traitant fait foi. Elle est accompagnée des documents suivants en deux exemplaires :

- le formulaire de « Demande de liquidation de prime » (cf. Annexe 1) ;
- le devis ;
- toutes les factures ;

- toutes les preuves de paiement : soit facture(s) acquittée(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) a (ont) bien été payée(s), soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- l'acte de base de l'immeuble, quand le demandeur est une Association des copropriétaires ;
- le cas échéant, une copie du dernier extrait du moniteur mentionnant que le demandeur est représentant de l'Agence Immobilière Sociale ou de la Société immobilière de Service Public / Fonds du logement ou de la personne morale de droit privé ou de l'Association des copropriétaires;
- la lettre de notification d'octroi de la prime par la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, en conséquence, nulle et non avenue.

Si sont cumulativement accordées par la Région de Bruxelles-Capitale à un même bénéficiaire une prime en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 et une prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 pour un même poste de travaux, la demande de prime communale énergie et la demande de prime communale à la rénovation (Chapitre III) sont introduites simultanément auprès du service communal traitant, dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime régionale la plus tardive, soit celle de la prime octroyée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, soit celle de la prime octroyée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007.

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, partant, nulle et non avenue.

### **Article 19. Traitement de la demande**

Le Collège des Bourgmestre et Échevins statue sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet. Cette décision est notifiée et le cas échéant le montant de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception du dossier complet.

À cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à l'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

### **Article 20. Restriction**

Les montants forfaitaires ne sont octroyés qu'une seule fois tous les 20 ans par logement bénéficiant de la prime régionale octroyée en vertu Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017.

## **CHAPITRE VI**

**OCTROI DES MONTANTS FORFAITAIRES AVANT TRAVAUX** (concerne les montants forfaitaires visés aux Articles 3 et 8 du présent règlement)

### **Article 21. Condition générale**

Pour la prime embellissement des façades situées sur le territoire de la Commune des Saint-Josse-ten-Noode, visée au Chapitre II du présent règlement, ainsi que pour la prime rénovation des logements situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, visée au Chapitre III du présent règlement, les montants forfaitaires visés aux Articles 3 et 8 du présent règlement peuvent, sur demande expresse, être provisoirement octroyés avant travaux.

### **Article 22. Introduction de la demande avant travaux**

La demande, adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins, est déposée auprès du service communal traitant. Le cachet du service communal traitant fait foi. Elle est accompagnée des documents suivants en deux exemplaires:

- le formulaire de « Demande de liquidation de prime » (cf. Annexe 1) ;
- le formulaire de « Demande de liquidation de prime avant travaux » (cf. Annexe 2) ;
- le devis ;
- la facture d'acompte ;
- la preuve de paiement de la facture d'acompte des travaux : soit facture acquittée (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait de compte, soit document de la banque certifiant que la facture a bien été payée, soit reçu de l'entrepreneur daté, signé et muni du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC);
- l'acte de base de l'immeuble, quand le demandeur est une Association des copropriétaires ;
- le cas échéant, une copie du dernier extrait du moniteur mentionnant que le demandeur est représentant de l'Agence Immobilière Sociale ou de l'Association œuvrant à la rénovation du logement ou de la personne morale de droit privé ou de l'Association des copropriétaires;
- la lettre de promesse provisoire d'octroi de prime, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 ou l'accusé de réception du dossier complet, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 ;
- une photo couleur de la façade avant travaux si la demande concerne la prime à l'embellissement des façades.

À défaut, la demande sera incomplète et, en conséquence, nulle et non avenue.

La demande d'avance sur prime introduite avant travaux remplace la demande après travaux visée aux Articles 4 et 9 du présent règlement, nuls et nonavenus dans le cadre de l'application du présent chapitre. Le dossier doit toutefois être complété après travaux, comme indiqué à l'Article 24.

### **Article 23. Traitement de la demande avant travaux**

Le Collège des Bourgmestre et Échevins statue provisoirement sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet. Cette décision motivée est notifiée et le cas échéant le montant de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception du dossier complet.

A cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à la décision d'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

### **Article 24. Après travaux**

Dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 ou de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, le bénéficiaire adresse au service traitant, en deux exemplaires, une copie de cette lettre de notification définitive ainsi que la note de calcul qui l'accompagne. Il joint les documents suivants en deux exemplaires :

- les factures des travaux ;
- les preuves de paiement des travaux : soit facture(s) acquittées(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) a (ont) bien été payée(s), soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- une photo couleur de la façade après travaux si la demande concerne la prime à l'embellissement des façades.

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, partant, nulle et non avenue.

Si sont cumulativement accordées par la Région de Bruxelles-Capitale une prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 et une prime en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 pour un même poste de travaux et si le montant forfaitaire visé à l'article 8 du présent règlement a été provisoirement octroyé avant travaux, le bénéficiaire adresse simultanément au service traitant, en deux exemplaires, une copie de la lettre de notification définitive d'octroi de prime de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, et une copie de la lettre de notification d'octroi de la prime de la Région de Bruxelles-Capitale délivrée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, dans les deux mois calendrier qui suivent la date de la lettre de notification définitive d'octroi de prime régionale la plus tardive, soit celle de la prime octroyée en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, soit celle de la prime octroyée en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017. Il joint en outre les documents suivants en deux exemplaires :

- les factures des travaux ;
- les preuves de paiement des travaux : soit facture(s) acquittées(s) (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait(s) de compte, soit document(s) de la banque certifiant que le(s) facture(s) a (ont) bien été payée(s), soit reçu(s) de l'entrepreneur daté(s), signé(s) et muni(s) du cachet de l'entreprise

(uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) .

À défaut, la demande sera considérée comme incomplète et, partant, nulle et non avenue.

Sur base de ce(s) document(s), le Collège des Bourgmestre et Échevins statue définitivement sur la demande dans les 30 jours calendrier de la réception du dossier complet, notamment sur le montant de 25% visé à l'article 3 du présent règlement ou le montant de 10% visé à l'article 8 du présent règlement. Cette décision motivée est notifiée et le cas échéant le solde de la prime est liquidé au demandeur dans les 60 jours calendrier de la réception des documents complétant le dossier après travaux.

A cet égard, la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins est liée à la décision d'octroi, ou non, de la prime régionale.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État en date du 12 janvier 1973.

## **CHAPITRE VII**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 25. Montant maximal de prime**

Le montant cumulé des primes régionales et communales ne peut dépasser, pour un même poste de travaux, 90% du montant de la facture des travaux, auquel cas le montant total de la prime communale est revu à la baisse à concurrence de 90% du montant de la facture des travaux.

#### **Article 26. Effets du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2018. Son application est subordonnée à l'inscription budgétaire annuelle, dans la limite des crédits inscrits disponibles, ainsi qu'à l'approbation, par l'autorité de Tutelle, du crédit inscrit, chaque année, à cet effet, au budget communal.

#### **Article 27. Remboursement**

Le remboursement des primes payées, augmentées des intérêts simples au taux légal, sera immédiatement exigé de tout bénéficiaire qui aura fait une déclaration inexacte ou incomplète.

Dans les 30 jours calendrier de la notification du montant définitif de prime, visée à l'article 24 du présent règlement, le bénéficiaire rembourse, le cas échéant, la différence entre le montant provisoire déjà octroyé, visé au Chapitre VI du présent règlement, et le montant définitif, si celui-ci est inférieur au montant provisoire déjà octroyé.

Si le délai de deux mois visé à l'Article 24 du présent règlement n'est pas respecté ou si le bénéficiaire du montant provisoire déjà octroyé n'a pas réalisé les travaux prévus dans les délais, augmentés de deux mois,

définis aux Articles 16 et 17 de l'Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 ou dans les délais, augmentés de deux mois, définis aux Articles 18 et 19 de l' Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007, le Collège des Bourgmestre et Échevins notifie au bénéficiaire sa demande de remboursement de la prime provisoire déjà octroyée. Le remboursement est réalisé dans les 30 jours calendrier à compter de la réception de la notification du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Si, d'une part, sont cumulativement accordées par la Région de Bruxelles-Capitale une prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement du 4 octobre 2007 et une prime en exécution de la Décision du Gouvernement du 19 octobre 2017 pour un même poste de travaux, si, d'autre part, la demande de prime communale à la rénovation et la demande de prime communale énergie n'ont pas été introduites simultanément auprès du service communal traitant, tel que visé aux Articles 9, 18 et 24 du présent règlement, et si, enfin, le montant cumulé des primes régionales et communales dépasse le montant maximal de prime tel que visé à l'article 25 du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Échevins notifie au bénéficiaire sa demande de remboursement de la différence entre la prime liquidée et le montant maximal de prime tel que visé à l'article 25 du présent règlement. Le remboursement est réalisé dans les 30 jours calendrier à compter de la réception de la notification du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le recouvrement des montants indûment perçus se fera conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale. En cas de litige, les Cours et Tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents.

#### **Article 28. Abrogation**

La mise en application du présent règlement emporte abrogation du règlement précédent, voté le 27 avril 2015.

## **ANNEXE 1**

Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode  
Règlement communal  
« Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode »

### **Demande de liquidation de la prime**

Je, soussigné(e)

Madame      Mademoiselle      Monsieur<sup>1</sup>

Nom<sup>2</sup> .....

Prénom.....

Adresse.....

Représentant de l'Agence Immobilière Sociale / Association œuvrant à la rénovation du logement / Société immobilière de Service Public / Fonds du logement / Société / Association des copropriétaires<sup>1</sup>

.....

Dont le siège social est sis.....

- **sollicite** pour le bien sis .....

.....

le versement du montant de la prime sur le compte suivant :

IBAN.....

ouvert au nom de

Nom / Agence Immobilière Sociale / Association œuvrant à la rénovation du logement / Société immobilière de Service Public / Fonds du logement / Société / Association des copropriétaires<sup>1 et 2</sup>

.....

Prénom.....

Adresse.....

- **m'engage** à rembourser, le cas échéant, la prime octroyée par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, augmentée des intérêts simples au taux légal, et ce dans les 30 jours calendrier de la date d'envoi de la demande de remboursement
  - ✓ si l'octroi de la prime a été basé sur une déclaration inexacte ou incomplète ;
  - ✓ si le montant cumulé des primes régionales et communales dépasse le montant maximal de prime tel que défini à l'article 25 du Règlement communal « Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » ;
  - ✓ si, alors que des montants forfaitaires ont été octroyés avant travaux, tous les documents complétant la demande après travaux n'ont pas été introduits le 1er octobre 2020 au plus tard ;
  - ✓ si, alors que des montants forfaitaires ont été octroyés avant travaux, la prime régionale, en exécution de

---

1 Entourer la bonne mention

2 Compléter en lettres majuscules



l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades et de ses éventuelles modifications ultérieures ou de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat et de ses éventuelles modifications ultérieures, n'est pas octroyée ;

- ✓ si, alors que des montants forfaitaires ont été octroyés avant travaux, les travaux pour lesquels la prime a été octroyée n'ont pas été réalisés ou n'apparaissent pas sur la lettre de promesse définitive d'octroi de prime en exécution de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades et de ses éventuelles modifications ultérieures ou de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat et de ses éventuelles modifications ultérieures;
  - ✓ si, alors que des montants forfaitaires ont été octroyés avant travaux, la lettre de notification définitive d'octroi de prime de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, n'a pas été adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins dans les deux mois de la date de cette lettre de notification ;
  - ✓ si les travaux n'ont pas été réalisés selon les critères du règlement communal d'urbanisme en matière de façades<sup>1</sup>.
- **m'engage** à rembourser le cas échéant, alors que des montants forfaitaires ont été octroyés avant travaux, la différence entre le montant provisoire et le montant définitif de prime, si celui-ci est inférieur à celui-là, et ce dans les 30 jours calendrier de la date d'envoi de la demande de remboursement.

Fait à....., le .....

Signature

---

1. Uniquement pour la prime embellissement de façade

## **ANNEXE 2**

Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode  
Règlement communal  
« Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode »

### **Demande de liquidation de la prime avant travaux**

Je, soussigné(e)

Madame      Mademoiselle      Monsieur<sup>1</sup>

Nom<sup>2</sup> .....

Prénom.....

Adresse.....

Représentant de l' Agence Immobilière Sociale / Association œuvrant à la rénovation du logement / Société immobilière de Service Public / Fonds du logement / Association des copropriétaires<sup>1 et 2</sup>

.....  
Dont le siège social est sis.....

sollicite pour le bien sis .....

une liquidation de la prime avant travaux pour le(s) poste(s) suivant(s) <sup>1</sup>:

☐ embellissement de façade    ☐ toiture    ☐ électricité    ☐ isolation de la toiture    ☐ châssis    ☐ chaudière

Je joins à la présente deux exemplaires des documents suivants :

- lettre de promesse provisoire d'octroi de prime, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, en exécution de l' « Arrêté du Gouvernement du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades » et/ou lettre d'accusé de réception du dossier complet, ainsi que la note de calcul qui l'accompagne, en exécution de l'« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat »;
- devis des travaux ;
- facture d'acompte des travaux ;
- preuve de paiement de la facture d'acompte des travaux: soit facture acquittée (mention « pour acquit » accompagnée de la date, de la signature de l'entrepreneur et du cachet de l'entreprise), soit extrait de compte, soit document de la banque certifiant que la facture a bien été payée, soit reçu de l'entrepreneur daté, signé et muni du cachet de l'entreprise (uniquement pour les montants inférieurs à 3.000€ TVAC) ;
- le cas échéant, une copie du dernier extrait du moniteur mentionnant que le demandeur est représentant de l'Agence Immobilière Sociale ou de l'Association œuvrant à la rénovation du logement ou de la personne morale de droit privé ou de l'Association des copropriétaires;
- acte de base de l'immeuble, quand le demandeur est une Association des copropriétaires ;
- photo couleur de la façade avant travaux<sup>3</sup> ;
- le formulaire de demande de liquidation de prime.

Fait à....., le .....

---

1. Entourer la bonne mention

2. Compléter en lettres majuscules

3. Uniquement pour la prime Embellissement de façade

Signature